

Relations etat -citoyens : l'exemple de nos voisins

Autor(en): **Pochon, Charles-F.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **23 (1986)**

Heft 845

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1023181>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'exemple de nos voisins

■ (cfp) Il y a toujours plus de médiateurs chargés d'améliorer les relations des citoyens avec les autorités. En Autriche, l'institution date d'une dizaine d'années pour l'Etat central. Dans l'Etat confédéré autrichien le plus proche de la Suisse, le Vorarlberg, il y a un avocat du peuple (Volksanwalt) depuis le début de cette année.

L'avocat du peuple conseille les citoyens qui le consultent à la suite d'un différend avec des administrations. Il les aide à formuler leurs plaintes ou leurs recours, examine ce

qui lui paraît anormal dans l'activité des administrations de l'Etat ou des communes. Il est tenu de conseiller ceux qui le consultent. Il présente chaque année un rapport à la Diète. Son bureau, indépendant du centre administratif des autorités de l'Etat, est ouvert tous les jours. La seule recommandation instantane est de prendre rendez-vous.

L'avocat du peuple du Vorarlberg est élu pour six ans par la Diète. Une majorité des trois quarts est indispensable, ce qui associe l'opposition à la décision. La majorité populiste (OeVP), de tendance démocrétienne, a même été plus loin puisqu'elle a cédé la présidence de la commission parlementaire qui traite de ces questions à un représentant de l'opposition socialiste.

Un certain art de ne rien dire (suite)

"Je suis un politicien suffisamment réaliste pour constater que les Suisses sont peu disposés à accepter une diminution de leur bien-être". Et de diagnostiquer qu'en matière de protection de l'environnement, les Suisses ont une conscience partagée. Comment le candidat Koller aurait-il voté à propos d'une loi sur les économies d'électricité, s'il avait été présent lors de la session d'automne ? Pas de réponse nette : il faudrait encore examiner le dossier en détail, bien que la position du PDC - pas de loi limitée à la seule électricité - lui paraisse juste en principe.

Même flou artistique chez Flavio Cotti : il s'agit de ne jamais passer pour un anti-nucléaire tout en montrant bien que la question doit être sérieusement étudiée. Sur les limites de l'Etat social : tous les grands problèmes politiques connaissent un développement par cycles ; aujourd'hui nous sommes dans un cycle de consolidation.

Pour les deux, le projet de 10^e révision de l'AVS présenté par le Conseil fédéral est adéquat. Pas un mot sur la situation actuelle de la femme au titre de l'égalité entre les sexes.

Et en Suisse ?

L'expression "avocat du peuple" est plutôt sympathique. Elle est en tout cas plus explicite que le terme d'"ombudsman", d'origine nordique, adopté par la ville et le canton de Zurich. Au niveau communal, l'ombudsman a également le titre de "chargé des plaintes". Il présente chaque année son rapport devant le Conseil communal. Depuis sa désignation en 1972, plus de 5700 affaires sont passées entre ses mains ou celles de son adjoint. La plupart des cas sont réglés en moins d'un trimestre.

S'il existe en Suisse quelques ombudsman privés, qui s'occupent de problèmes spécifiques comme les assurances ou les loyers, la ville et le canton de Zurich sont à ce jour les seules collectivités publiques à s'être dotées d'une telle institution.

Bâle-Ville a connu à la fin des années 70 une "ombudsfrau" (si l'on ose dire), mais son mandat n'a pas été renouvelé. A la même époque, la création de tels postes était prévue dans les révisions des constitutions des cantons d'Argovie, Thurgovie et Soleure ; l'idée a été abandonnée dans les deux premiers et refusée par le peuple en 83 dans le troisième. Même rejet populaire à Berne, où une initiative et un contre-projet ont

subi le verdict du double non en 79 ... dommage, il aurait été intéressant de suivre le travail d'un "avocat du peuple" en cas de plaintes déposées dans l'affaire des Caisses noires. La constitution jurassienne réserve la possibilité de créer un poste d'ombudsman, mais elle n'a pas été utilisée jusqu'ici. Enfin à Genève, une motion PDC est à l'étude depuis le début des années 80. Le Conseil d'Etat a vu son premier rapport rejeté par le Grand Conseil et planche actuellement sur une nouvelle copie. Quant à la Confédération, elle a abandonné depuis pas mal de temps l'idée, lancée au début des années 70 par Helmut Hubacher, d'un ombudsman "généraliste", qui aurait les mêmes pouvoirs de défense des citoyens et des consommateurs que son équivalent suédois. Actuellement, seul Odilo Guntern, le Monsieur Prix nouvellement élu remplit une partie de ces fonctions.

BERNE

Quand votent les Bourgeois

■ (cfp) Le 17 décembre, la Bourgeoisie de la ville de Berne a été appelée à voter sur sept objets. Outre l'élection des grand et petit Conseil, du Chancelier et du vérificateur des comptes, les Bourgeois se sont prononcés sur l'admission en leur sein de quelques familles, sur le budget 87 et sur différentes demandes de crédit de construction et de rénovation de leurs bâtiments.

Forte de 14000 membres dont près de la moitié réside à l'étranger, parfois depuis des générations, la Bourgeoisie de Berne est une corporation de droit public. Si elle n'a plus le pouvoir de lever des impôts, elle gère tout de même un budget annuel avoisinant les 40 millions de francs, qui proviennent pour moitié des revenus de la fortune de ses membres. La noble et austère corporation possède quelques bâtiments bien connus des Bernois : le Casino, la bibliothèque bourgeoise, le Musée d'histoire naturelle, un orphelinat et l'hôpital des Bourgeois.